



**PRÉFET  
D'ILLE-  
ET-VILAINE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**ARRÊTÉ du 24 décembre 2020  
portant création d'une commission de suivi de site (CSS)  
pour l'établissement 2F OUEST classé SEVESO Seuil Haut  
situé sur la commune de L'Hermitage**

**Le préfet de la région Bretagne  
préfet d'Ille-et-Vilaine**

**VU** le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 125-2, L. 125-2-1, L. 515-8 et R. 125-8-1 à R.125-8-5 et les articles D. 125-29 à D. 125-34 ;

**VU** le décret n° 2012-189 du 7 février 2012 relatif aux commissions de suivi de site ;

**VU** la circulaire ministérielle du 15 novembre 2012 relative à la mise en œuvre du décret n° 2012-189 susvisé ;

**VU** la déclaration d'antériorité n° 11145 du 15 juillet 1993 autorisant la société LESEUR à exploiter, au titre des installations classées, un stockage d'engrais situé ZAC de la Hautière sur la commune de l'Hermitage (35590) ;

**VU** les arrêtés préfectoraux complémentaires en date du 14 avril 2005 et du 10 octobre 2008 ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 8 février 2006 portant création du comité local d'information et de concertation à L'Hermitage ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2010 portant approbation du plan de prévention des risques technologiques autour des établissements LESEUR et DE SANGOSSE à L'Hermitage et Mordelles ;

**VU** la déclaration d'antériorité de la société 2F OUEST (ex-LESEUR) en date du 23 mai 2016 relative à la mise à jours des rubriques de la nomenclature et des volumes associés ;

**VU** les désignations de représentants proposées par la société 2F OUEST en date du 23 juillet 2020 ;

**VU** les désignations de représentants proposées par la commune de La Chapelle-Thouarault en date du 24 septembre 2020 ;

**VU** les désignations de représentants proposées par Rennes Métropole en date du 25 septembre 2020 ;

**VU** les désignations de représentants proposées par le Conseil Régional en date du 20 octobre 2020 ;

**VU** les désignations de représentants au titre des riverains proposés par le maire de l'Hermitage en date du 4 novembre 2020 ;

**VU** les désignations de représentants proposées par la commune de L'Hermitage en date du 9 novembre 2020 ;

**VU** la délibération du Conseil Départemental d'Ille-et-Vilaine en date du 12 novembre 2020 ;

**VU** les désignations de représentants proposées par de la commune de Mordelles en date du 19 novembre 2020 ;

**CONSIDÉRANT** que l'établissement 2F OUEST relève de l'article L. 125-2 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que l'établissement 2F OUEST figure sur la liste prévue à l'article L. 515-36 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** les risques de nuisances, de pollution, de dangers et autres inconvénients de natures industrielles et technologiques que peut présenter la société 2F OUEST et la nécessité de mettre en place une commission de suivi de site ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

## **ARRÊTE :**

### **Article 1er : Périmètre de la commission**

Il est créé la commission de suivi de site (CSS), prévue à l'article L. 125-2-1 du Code de l'environnement, autour de l'établissement 2F OUEST situé ZAC de la Hautière sur la commune de l'Hermitage, installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation avec servitudes par arrêté préfectoral du 14 avril 2005 complété le 10 octobre 2008.

Tous les sujets relatifs aux intérêts couverts par le Code de l'environnement ont vocation à être abordés au sein de la commission.

Il s'agit notamment des sujets qui visent à prévenir les dangers ou les inconvénients que peut présenter l'installation classée objet du présent arrêté au titre de la commodité du voisinage, de la santé, de la sécurité et de la salubrité publiques, de l'agriculture, de la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, de l'utilisation rationnelle de l'énergie, ou de la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique (article L. 511-1 du Code de l'environnement).

### **Article 2 : Composition de la commission**

La composition de la commission est la suivante :

#### 1- Collège « Administrations de l'Etat » : 5 membres

*Sont nommés en tant que membres titulaires :*

- le préfet de la Région Bretagne, préfet d'Ille-et-Vilaine, ou son représentant,
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne, ou son représentant,
- le directeur départemental des territoires et de la mer, ou son représentant,
- le directeur général de l'agence régionale de santé de Bretagne, ou son représentant,
- le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (au titre de l'inspection du travail), ou son représentant

#### 2- Collège des « Elus des collectivités territoriales ou d'établissements publics de coopération intercommunale concernés » : 6 membres

*Sont nommés en tant que membres titulaires :*

- Mme Laurence DUFFAUD, conseillère régionale de la Région Bretagne,
- Mme Armelle BILLARD, conseillère départementale d'Ille-et-Vilaine,
- M. Pascal HERVE, vice-président Rennes Métropole (à l'eau l'assainissement, la GEMAPI, la biodiversité et le foncier),
- M. André CHOUAN, maire de L'Hermitage,
- M. Thierry LE BIHAN, maire de Mordelles, ou son représentant,
- M. Jean-Marie TRINQUART, conseiller municipal de La Chapelle-Thouarault, ou son représentant

*Sont respectivement nommés en tant que membres suppléants :*

- Mme Hind SAOUD, conseillère régionale de la Région Bretagne,
- M. Jacques DAVIAU, conseiller départemental d'Ille-et-Vilaine,
- M. Cyril MOREL, conseiller Rennes Métropole,
- M. Sébastien FERRÉ, conseiller délégué à la sécurité de la commune de L'Hermitage

### 3- Collège « Riverains ou associations de protection de l'environnement » : 2 membres

*Sont nommés en tant que membres titulaires :*

- M. Stéphane FIORCAPUCCI, riverain de L'Hermitage, ou son représentant,
- Mme Laetitia REGNIER, Société Profilage de l'Ouest à L'Hermitage, ou son représentant

### 4 - Collège « Exploitants » : 1 membre

*Est nommé en tant que membre titulaire :*

- M. Pierrick HARDY, président du directoire 2F OUEST

*Est nommé en tant que membre suppléant :*

- M. Jean-Luc PRADAL, président du conseil de surveillance 2F OUEST

### 5 - Collège « Salariés » : 1 membre

*Est nommée en tant que membre titulaire :*

- Mme Blandine BERTHELOT, membre du CSE et du CSSCT 2F OUEST

*Est nommé en tant que membre suppléant :*

- M. Sébastien GUIHO, représentant du personnel suppléant 2F OUEST

Personnalité qualifiée :

- Service départemental des services d'incendie et de secours (SDIS 35)
- Service interministériel de défense et de protection civile de la préfecture (SIDPC)

### **Article 3 : Présidence et composition du bureau**

Tout membre de la commission peut prétendre à sa présidence. Le président de la CSS sera désigné par le préfet lors de la réunion d'installation de cette commission.

La commission comporte un bureau composé du président et d'un représentant par collège. La désignation du bureau par chacun des collèges sera réalisée lors de la réunion d'installation de cette commission. En cas de difficultés dans cette désignation, le préfet procédera à la désignation des membres du bureau.

Un arrêté modificatif sera signé suite à la réunion d'installation de la commission afin d'acter la désignation du président et du bureau.

### **Article 4 : Durée du mandat**

La durée du mandat des membres de la commission est fixée à cinq ans.

### **Article 5 : Fonctionnement de la commission**

Le fonctionnement de la commission est défini dans le règlement intérieur adopté lors de la réunion d'installation de la commission de suivi de site conformément aux dispositions des articles R. 125-8-3 à R. 125-8-5 du Code de l'environnement.

Ce règlement sera annexé à l'arrêté modificatif mentionné à l'article 3 du présent arrêté.

### **Article 6 : Validité des consultations précédentes**

Les consultations du comité local d'information et de concertation, créé par arrêté préfectoral du 24 avril 2006 et renouvelé par arrêté préfectoral du 31 mai 2010, auxquelles il a été procédé avant l'entrée en vigueur des dispositions du présent arrêté demeurent valides en tant qu'elles ont été effectuées conformément aux dispositions antérieures au décret du 7 février 2012 susvisé.

### **Article 7 : Abrogation du CLIC de L'Hermitage**

L'arrêté préfectoral du 8 février 2006 portant création du comité local d'information et de concertation à L'Hermitage, renouvelé par arrêté préfectoral du 31 mai 2010, est abrogé.

### **Article 8 : Recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Rennes dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

Le tribunal administratif de Rennes peut être saisi en utilisant l'application Télérecours citoyens accessible par le site <https://www.telerecours.fr>.

### **Article 9 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont une copie sera adressée à chacun des membres composant cette commission.

Fait à Rennes, le 24 décembre 2020

Pour le préfet,  
Le secrétaire général

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large, stylized initial 'L' followed by a horizontal line extending to the right.

Ludovic GUILLAUME